

**Conseil de Presse  
Commission des  
Plaintes**

(Organe créé par les articles 23 (2) 2. et 32 à 35 de la loi  
du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias)

---

**Réunion de la Commission des Plaintes du lundi, 31 octobre 2011**

**Membres présents :** M. Georges KILL, président,  
M. Fernand MORBACH, éditeur,  
M. Edmond ZIGRAND, journaliste;

**Parties présentes :** Madame \_\_\_\_\_  
Monsieur \_\_\_\_\_  
Madame **Jessica BAULDRY**,  
Madame **Véronique BLUM**,  
Rédactrice en chef de New Media Lux S.A.,  
(à la réunion du 24 octobre 2011) pour la défenderesse  
« **www.news352.lu** ».

---

Par lettre du 25 août 2011

Maître **Luc MAJERUS**,  
Avocat à la Cour,

a introduit devant cette commission une plainte au nom et pour le compte de

1) Madame \_\_\_\_\_ et de

2) Monsieur \_\_\_\_\_

tous deux agissant tant en leurs noms personnels autant qu'en leur  
qualité de responsables légaux de leur enfant mineur

3) \_\_\_\_\_

élisant domicile en l'étude de Maître Luc MAJERUS, avocat à la Cour,  
demeurant à L-4260 Esch-sur-Alzette, 25 rue du Nord,

contre le magazine hebdomadaire en ligne « **www.news352.lu** »,  
ayant son siège 19, rue de Bitbourg,  
21st Century Building,  
L-1273 Luxembourg,

et contre Madame **Jessica BAULDRY**, journaliste,  
à l'époque rédactrice en ligne à la publication « **www.news352.lu** ».

La plainte se rapporte à un article diffusé le 9 juin 2011 tant en ligne sur les sites **www.352luxmag.lu** et **www.calameo.com**, que sur papier dans le magazine **352LuxMag**, sous le titre « **My fiancé was living a lie** ».

L'article en question expose la version manifestement unilatérale d'un litige concernant la filiation d'un enfant mineur né pendant le mariage des plaignants. Une photo du mineur accompagne l'article.

Après avoir procédé en date du 27 septembre 2011 à un premier examen de la plainte, la Commission des Plaintes a fixé au lundi, 24 octobre 2011 la date et l'heure d'une réunion à laquelle les parties étaient invitées à assister, si elles le désiraient, pour présenter leurs arguments conformément à l'article 10 du règlement de procédure.

A cette date la Commission a pu entendre la partie défenderesse **www.news352.lu**, représentée par Madame Véronique BLUM, tandis que pour l'audition des autres parties la Commission a continué la réunion au 31 octobre 2011. Lors de la réunion du 31 octobre les parties demandresses et la partie défenderesse **Jessica BAULDRY** ont pu présenter leurs arguments et leurs moyens.

Les plaignants ont attiré l'attention des membres de la Commission sur différentes erreurs sur des faits relevant, erreurs qu'une recherche plutôt élémentaire aurait permis d'éviter. Dans ce contexte la défenderesse **BAULDRY** a concédé que sur l'un ou l'autre point elle a fait foi, sans vérification, aux déclarations de sa source. A titre d'exemple parmi d'autres la Commission relève que la journaliste a admis dans son article la version suivant laquelle la personne revendiquant la filiation du mineur cité ci-dessus était divorcée à ce moment, alors qu'en fait cet état de choses, très relevant dans le cadre du litige documenté, est contesté d'une façon formelle et convaincante. Pour éviter de redonner une publicité inopportune aux faits relatés, il n'y a pas lieu de citer d'autres exemples du domaine privé des parties.

Devant la Commission les plaignants ont par ailleurs déclaré renoncer à leurs conclusions contre la défenderesse « **www.news352.lu** », les excuses formelles et écrites de cette dernière leur donnant satisfaction suffisante.

La défenderesse **Jessica BAULDRY** fait remarquer qu'au moment de la publication elle n'avait pas encore pris la mesure exacte de la rigueur des règles déontologiques au Grand-duché, dans lequel elle ne résidait que depuis un an. Elle attire par ailleurs l'attention sur la pression que les exigences d'un media en pleine expansion exercent sur le journaliste. Finalement elle exprime sa prise de conscience du caractère critiquable de l'article incriminé.

Sur base des pièces versées et des renseignements recueillis dans les réunions des 24 et 31 octobre 2011 la Commission des plaintes ne peut qu'arriver à la conclusion que les plaignants ont un intérêt évident et légitime à faire valoir que la publication de l'article « **My fiancé was living a lie** » en date du 9 juin 2011 sur les sites



www.352luxmag.lu et www.calameo.com, ainsi que sur papier dans le magazine 352LuxMag, heurte tant le code de déontologie adopté par l'assemblée plénière du Conseil de Presse du 28 mars 2006, qu'également la loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias, sous les aspects du respect de la vie privée, de la protection des mineurs et de l'obligation de vérification des faits.

La Commission tient en effet pour indéniable que les révélations faites dans l'article critiqué sur les incertitudes alléguées quant à la paternité du plaignant sub 2) entrent dans le domaine le plus intime de la vie privée des parties ——— et ———. Leur diffusion au grand public ne saurait se justifier au regard de la loi du 8 juin 2004. A supposer, pour les seuls besoins de la discussion, qu'on puisse considérer les propos relatés comme citation fidèle du tiers S — M ———, il n'en resterait pas moins que la communication au public de cette citation n'est aucunement justifiée par l'existence d'un intérêt prépondérant du public à connaître les propos cités (article 15 de la loi précitée).

D'autre part, tant la loi, que le code de déontologie soulignent l'importance de la protection qui est à accorder au mineur dans le sens d'une absence d'entrave à son développement. La publicité donnée par l'article litigieux à une querelle, en matière civile et de nature privée, sur la filiation du mineur concerné ne rentre, elle non plus, dans les prévisions de l'article 19 de la loi du 8 juin 2004, eu égard notamment à l'absence évidente d'un intérêt prépondérant du public à connaître les propos cités.

La Commission a pu constater finalement, particulièrement par les renseignements fournis par l'audition des parties le 31 mai 2011, que des faits relevant présentés par l'article comme constants en cause (e.g. : *...after his marriage had ended, ...divorced man ; ...flat in Belair which the pair rented together*), ne reposent que sur les déclarations de la source qui a informé la journaliste, cette dernière s'étant laissée convaincre de leur véracité sans procéder aux recherches et vérifications qui s'imposaient conformément à l'article 10 de la loi du 8 juin 2004.

Il est dès lors patent que dans la rédaction de l'article « My fiancé was living a lie » la journaliste défenderesse a procédé avec une légèreté blâmable, que la Commission doit désapprouver formellement en assortissant sa décision d'un blâme dont la publicité est suffisamment assurée par la mise en ligne de la décision sur le site internet du Conseil de Presse.

Cependant il est tout aussi clair que l'effet dommageable par rapport aux plaignants est essentiellement imputable à la diffusion sur papier et sur internet de l'article en question. Dans ce contexte la Commission relève que, s'il est vrai que la rédaction de « www.news352.lu » n'a pas nécessairement dû se rendre compte de la déficience de l'article en matière d'exactitude et de véracité, elle n'a par contre pas pu se méprendre sur les déficiences très visibles relatives au respect de la vie privée et à la protection des mineurs. Le fait que l'article a néanmoins pu paraître tel quel ne peut qu'être le résultat d'un contrôle inefficace de la part de la rédaction.

Lors de la réunion du 24 octobre 2011 Madame Véronique BLUM, au nom de la défenderesse « www.news352.lu », a exposé que la rédaction a pris conscience du problème et a procédé à une réorganisation ayant pour but une supervision plus efficace des publications. En même temps la société « www.news352.lu » aurait organisé une formation de ses journalistes dans le même but.

Il découle de cette présentation que la plainte contre cette publication était justifiée en principe. Pour respecter le fait que, au cours de la réunion du 31 octobre 2011, les plaignants ont formellement renoncé à prendre des conclusions contre cette défenderesse, la Commission se limitera à donner acte des déclarations de « www.news352.lu » suivant lesquelles la société aurait entretemps remédié à la situation qui a permis la publication et la mise en ligne incontrôlées de l'article faisant l'objet de la plainte.

### **Décision : la Commission des Plaintes,**

ayant entendu les parties plaignantes et défenderesses en leurs explications, tenant compte du fait que les parties plaignantes déclarent ne pas conclure contre la défenderesse « www.news352.lu »,

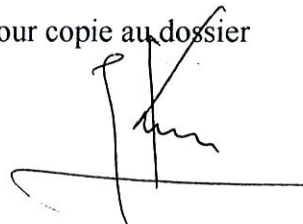
**approuve** la plainte dirigée par Madame \_\_\_\_\_ et Monsieur \_\_\_\_\_ agissant tant en leur noms personnels, qu'en leur qualité de responsables légaux de l'enfant mineur \_\_\_\_\_ contre la publication de l'article « My fiancé was living a lie » en date du 9 juin 2011 sur les sites www.352luxmag.lu et www.calameo.com, ainsi que sur papier dans le magazine 352LuxMag ;

**donne acte** à la défenderesse « www.news352.lu » de ces déclarations, faites lors de la réunion de la Commission des plaintes en date du 24 octobre 2011, qu'elle aurait pris en matière d'organisation et en matière d'instruction de ses journalistes les dispositions adéquates pour éviter à l'avenir des publications incompatibles avec les règles de la déontologie ;

**assortit** la décision d'approbation d'un blâme à l'encontre de Madame Jessica BAULDRY, journaliste-auteur de l'article « My fiancé was living a lie ».

Pour la Commission des Plaintes  
Signé : G. Kill

Pour copie au dossier



Georges KILL  
Président de la Commission